

Delbez, Louis, *La pensée politique allemande*, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1975, 230 p.

Ralph Nelson

Volume 7, numéro 4, 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700735ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700735ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Nelson, R. (1976). Compte rendu de [Delbez, Louis, *La pensée politique allemande*, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1975, 230 p.] *Études internationales*, 7(4), 629–631. <https://doi.org/10.7202/700735ar>

En dernière analyse, le livre de Csàtari a beaucoup de qualités, principalement l'abondance de documents, la clarté et la précision. Par contre, par certains côtés, ses qualités constituent en même temps ses défauts. Ainsi, l'approche unidimensionnelle ou idéologique n'est pas suffisante pour la représentation objective d'un problème aussi complexe que les relations hungaro-roumaines. En outre, cet ouvrage est traduit du hongrois. Pour le lecteur non averti, trop de détails obscurcissent la vue d'ensemble. Malgré ces déficiences, l'ouvrage de Csàtari est une contribution valable pour l'étude de ces relations.

Paul PILISI

*Département d'histoire,
Université du Québec
à Chicoutimi*

DELBEZ, Louis, *La pensée politique allemande*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1975, 230p.

Le lecteur de la nouvelle étude de la pensée politique allemande se demande si celle-ci ne serait pas une autre excursion suivant à la trace les idées qui ont contribué à la grande tragédie politique d'Allemagne à la fin de ce qui peut s'appeler la deuxième guerre de Trente ans ; elle fait penser notamment à ces études de la pensée allemande qui remontent aux idées de Luther, de Hegel et de Nietzsche pour trouver les racines de l'aberration nazie. Parmi les mérites du livre de feu le professeur Delbez, il y a celui d'éviter un essai simpliste qui eût montré une seule ligne du développement dans la période traversée de la fin du XVII^e siècle jusqu'au milieu du XX^e siècle. Son livre a plutôt pour but de faire un survol des écoles principales de la pensée politique à travers ces trois siècles, et de montrer en plus leur rapport mutuel, leur relation dialectique. En tant que livre destiné à l'initiation des étudiants en droit

aux notions capitales de ces écoles, on comprend aisément pourquoi l'auteur traite spécialement des conséquences légales de la théorie du droit naturel, pourquoi il accorde une place généreuse aux idées de Hans Kelsen, explique en bref le système juridique des nazis, et examine l'œuvre du juriste Carl Schmitt. Aussi son intention l'amène-t-il à se concentrer sur des aspects constitutionnels et institutionnels de la vie et la pensée politiques allemandes plutôt que sur des aspects plus opératoires.

Cette œuvre est admirable dans sa qualité de récit succinct ; elle concentre beaucoup d'idées dans un livre relativement court (et à ce point de vue, on peut le comparer à l'étude de Thibaudet sur la pensée politique française). Cependant, l'auteur ne se borne pas à exposer, mais il fait preuve d'esprit critique en indiquant les défauts des théories examinées dans chaque chapitre. Il offre aussi une critique plus extensive à la fin du livre, où il discerne des caractéristiques générales de la pensée politique allemande.

Dix écoles sont identifiées et chacune est personnifiée par rapport à ses interprètes majeurs. Elles sont : l'école du droit naturel (Puffendorf, Leibniz, et Wolff), l'école rationaliste (Kant et Fichte), les empiristes (Herder et les hanovriens), les humanistes (Lessing et Humboldt), le romantisme politique (Novalis et ses disciples), l'historicisme (Hegel, Haller, Hugo et Savigny), les libéraux (Heine et la gauche hégélienne), le positivisme juridique (Jellinek et Kelsen), le socialisme (Marx et ses suivants) et, en dernier lieu, le nationalisme. Cette dernière école s'étend du nationalisme modéré d'un List et d'un Weber, en passant par le pangermanisme de Wagner et Treitschke jusqu'au nationalisme mythique du national-socialisme.

Il n'est pas du tout difficile de faire quelques réserves quant à cette typologie. Bornons-nous à la question du libéralisme allemand. Delbez, aussi bien que Ralf

Dahrendorf et Jacques Droz, en accentue la faiblesse et le considère comme un mouvement qui diminue après 1848 et durant la transition vers le nationalisme bismarckien. Mais sûrement on pourrait suggérer un classement plus large des libéraux afin de comprendre Kant, Humboldt, Heine et en plus Max Weber, parfois appelé un libéral nationaliste. D'un autre côté, Stirner, ici mis avec des libéraux, est plus souvent considéré comme anarchiste. Pourtant je ne doute pas de la validité de la thèse de l'auteur - partagée avec d'autres auteurs - quant à la faillite du libéralisme comme idéologie dans ses luttes avec le socialisme et le nationalisme au XX^e siècle en Allemagne. Et ce qui est vrai du libéralisme est même plus valable dans le cas de la démocratie dans la tradition allemande. Quoiqu'il y ait des défenseurs des valeurs démographiques dans ce siècle (je pense à K. Jaspers et H. Arendt), l'auteur ne présente pas les écrivains après 1945, sauf Marcuse, le seul penseur devenu proéminent depuis la guerre, et je suppose que ses idées sont examinées à cause de sa notoriété dans les années soixante puisque les autres membres de l'école de Francfort sont tout à fait ignorés.

La dialectique de la pensée politique allemande moderne commença avec le défi fait aux théories de droit naturel et de rationalisme politique par des empiristes et des fondateurs de l'historicisme. Les empiristes, surtout les hanovriens, furent fort influencés par les écrits contre-révolutionnaires d'Edmund Burke, les romantiques et les tenants de l'historicisme également. Hegel a essayé de trouver une résolution du conflit entre le rationalisme, d'un côté, et l'empirisme, de l'autre. Ce dépassement dialectique de Hegel, selon Delbez, n'a pas tout à fait réussi, parce qu'il penche vers le côté empirique et conservateur. Bien entendu, les commentateurs continuent de contester l'interprétation de Hegel : est-ce qu'il est bien conservateur, ou réactionnaire, ou encore défenseur d'autocratie, ou même libéral ? Delbez le voit comme un précur-

seur du pangermanisme. Et malgré les efforts d'Éric Weil (*Hegel et l'État*) à formuler une interprétation favorable de la *Philosophie du droit*, la plupart des critiques le condamnent. Comme disait Croce, en dépit des quelques éléments libéraux qu'on peut trouver dans la pensée de Hegel (l'Histoire, après tout, c'est pour lui, la réalisation de la liberté), en fin de compte, il faut dire qu'il était plus servile que libéral à cause de la suprématie qu'il accorde à l'État.

Nous pouvons parler d'une autre dialectique entre les socialistes et les nationalistes qui ne fut bien tranchée pour aussi longtemps que les marxistes et les sociaux-démocrates restèrent membres du mouvement ouvrier international. Avec le soutien des socialistes au gouvernement au début de la Première Guerre mondiale et leur refus d'accepter la nouvelle Internationale émanant de Moscou, la différence entre les socialistes et les nationalistes était beaucoup atténuée. L'étudiant de la pensée politique allemande ne peut ignorer l'ironie du triomphe d'un parti politique qui prétend être à la fois nationaliste et socialiste, tandis que ce même parti poursuit les sociaux-démocrates et remplace la vieille élite nationaliste.

En parlant de cette époque, l'auteur n'apporte pas grand'chose de nouveau et ses interprétations de Marx et de Weber sont évidemment redevables à Raymond Aron, un fait que l'auteur ne veut pas cacher. Ce qui est plutôt étonnant, c'est son jugement favorable de Carl Schmitt, dont la renommée a beaucoup souffert et fut grièvement endommagée à cause de son association avec le régime hitlérien. Malgré la valeur indiscutable de la pensée de Schmitt, il est bien peu probable que Delbez réussira dans son effort de réhabiliter ce juriste notable.

Comme beaucoup d'autres qui ont écrit sur l'Allemagne, l'auteur remarque l'autoritarisme de la tradition allemande, à partir

de Luther, continué par Leibniz, atteignant son apogée avec Hegel et l'idée de l'État transcendant, et répandu par Treitschke pendant la période culminant de l'emprise sur le gouvernement de Bismarck. Ralf Dahrendorf a écrit des pages mémorables sur la persistance de cette tendance même dans la république fédérale. Cependant, Delbez ne donne aucune explication de « l'énigme » du phénomène nazi, dont l'originalité dépasse le pangermanisme, la tradition autoritaire, ou même l'expansionnisme des partisans du *Machtstaat*. C'est comme si l'esprit (*Geist*) a fait un saut qualitatif dans la folie.

D'un point de vue plus théorique, Delbez, dans sa conclusion, essaie de remonter aux sources du potentiel destructif de la pensée politique allemande, une pensée pétrie d'influences étrangères. D'abord, la révolution française a soulevé le sentiment de la liberté dans les cœurs allemands, ensuite, Burke a nourri d'une façon frappante la réaction historique et romantique contre l'esprit géométrique, et plus tard par l'entremise de Lorenz von Stein, l'Allemagne a fait connaissance du socialisme français. Ces influences extérieures, pour le meilleur ou pour le pire, cessèrent d'avoir beaucoup d'importance, sauf dans le cas déplorable de Gobineau, et l'esprit allemand se trouva seul avec son génie ou son malin génie.

L'auteur montre sa propre fidélité à la tradition de Montesquieu et de Tocqueville et il trouve dans la pensée politique allemande « un manque de sens psychologique, un manque de tact de moraliste... » (p. 223). D'après lui, la pensée politique en Allemagne est malheureusement tombée sous la nomination métaphysique, et la thèse de l'auteur est que la pensée métaphysique est toujours l'ennemi de la démocratie. Par contraste – et ici M. Delbez rejoint Bertrand Russell – seul l'empirisme fournit une base à la démocratie. Je ne nie pas que cette thèse ait de quoi me convaincre, quand j'examine les preuves impressionnantes apportées par l'auteur ; il reste

malgré tout un obstacle quand il s'agit de Spinoza, un des maîtres-métaphysiciens du grand siècle, qui fut aussi un défenseur de la démocratie. Bien sûr, l'auteur pourrait répondre, comme il l'a déjà fait dans le cas d'Aristote, que Spinoza ne supporte la démocratie qu'en oubliant ses thèses métaphysiques, ce qui demeure une interprétation assez osée, pour le moins dire. Peut-être pour la pensée politique allemande le grand défaut est moins le fait d'être métaphysique que sa confusion entre *sophia* et la science politique.

Même malgré quelques réserves et critiques, je crois que feu le professeur Delbez a réussi, dans son projet, de fournir aux débutants en droit un instrument de travail pour aborder la pensée politique allemande, un instrument lucide mais pénétrant et provoquant.

Ralph NELSON

Département de science politique,
Université Windsor, Ont.

DUMONT, Fernand, HAMELIN, Jean, HARVEY, Fernand et MONTMINY, Jean-Paul (Ouvrage publié sous la direction de), *Idéologies au Canada français 1900-1929*, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1974, 377p.

Cet ouvrage est inscrit dans la collection « Histoire et sociologie de la culture » qui tout particulièrement veut reconstruire le panorama le plus complet possible de courants idéologiques qui avaient marqué les idées et la vie politique au Québec durant le XIX^e et le XX^e siècle. Il nous semble que l'effort collectif des auteurs qui participaient à la rédaction de cet ouvrage est considérable de plusieurs points de vue. Premièrement, cette collection tente et avec succès de combler le vide dans ce domaine. Ensuite, les auteurs tels que Fernand Dumont, Jean Hamelin et J.-P. Montminy donnent un aperçu de l'espace idéologique et des retombées politico-sociales de la